

• Octobre 2016 • Numéro 157 •
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Europe des nations ? des Etats ? des Etats-Nations ? des Regions ? Fédérale ? Conféderale ? Que sais-je encore…

Sommaire

- L’édito de Jean-Luc Gonneau: Le magma européen

- Des chiffres… Relayés par les médias et les milieux économiques, les tenants du néolibéralisme nous abreuvent de chiffres. Pas n’importe lesquels, les leurs. D’autres chiffres, autrement plus pertinents sur la santé du monde, sont passés sous silence. Yann Fiévet, prof’ d’éco, nous en dit plus et mieux.

- Le discours de M. Macron au lycée La Providence d’Amiens. Nous étions sceptiques, mais Jacques-Robert Simon nous l’a affirmé, le discours fut prononcé en latin. Et la preuve, nous dit-il, c’est que je l’ai traduit. Et nous, on le dit, c’est pas triste.

- Spécificités catalanes et leçons de Catalogne. La crise en Catalogne suscite de fortes inquiétudes, en Espagne, d’abord, mais pas que. L’Europe est aussi en cause. Jacques Cotta essaie d’y voir plus clair. Instructif.

- Maduro, aide-nous à t’aider ! Violemment attaqué par la droite internationale et une partie de lagauche, impuissant à dominer des maux récurrents qui frappent le Vénézuela, Nicolas Maduro est en passe de devoir clore une période marquée par les réels acquis sociaux du chavisme, ce qu’attendent les forces économiques les plus prédatrices. Michel Rogalski tend quelques perches pour éviter le pire..

- Boum-Boum sur : Manuel Vals, pas nazi, mais naze, peut-être ? Les noms d’oiseaux (fort inquiétants échangés entre Manuel Vals et Jean-Luc Mélenchon ont fait le miel de la presse.. ont volé evant les trésors de mauvaise foi déployés par le porte-parole du gouvernement, Mick et Paule, nos pétroleuses autoproclamées ont voulu pacifier. Mais ce n’est pas leur genre.

- Tribune : Les J.O à Paris, défaite de la pensée. L’«idéal olympique et ses valeurs», à Paris ou ailleurs, ce n’est pas ce que l’on croit, nous explique Michel Caillat, sociologue du sport. Un autre regard sur le sport.

- Réponse à la lettre ouverte de Philippe Torreton à Jean-Luc Mélenchon. Le comédien Philippe Torreton accuse Mélenchon d’inciter au meurtre ? Laure Zudas lui répond vertement, avec fougue et arguments.

-Tribune : Président hologramme. Après avoir sérieusement étrillé la politique d’Emmanuel Macron,

Jean-Pierre Lefebvre propose une alternative : l’autogestion, dont il est un infatigable promoteur.

*- Bonus :* un gag photographique glané sur le net dans le réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat, et Macron-Mirage, une photo détournée glanées sur le site En Marge, qui n’est pas triste non plus, et un dessin original de Jancry

* Edito : Le Magma Européen

*Par Jean-Luc Gonneau*

*La crise catalane a suscité une avalanche de réactions en Europe. Très vite, les dirigeants des principaux pays européens ont apporté leur soutien au gouvernement de Mariano Rajoy. Soutien en général sans nuances, qui évitait, à l’instar du président Macron, toute référence aux violences pourtant avérées de la police espagnole. Il aurait pu dire, le président Macron, avec le langage fleuri qu’il utilise volontiers pour se gausser du populo : «Dis donc, Mariano, on te soutient, d’accord, mais c’était pas la peine de taper si fort, y compris sur les p’tits vieux. Pas de pitié pour les fainéants, d’accord, mais pas de sang». Mais non. Il faut reconnaitre qu’ici, les violences policières, on commence à savoir ce que c’est. Alors… Le président Macron en a profité pour se fendre d’un discours sur l’Europe en reprenant la vieille idée du fédéralisme, dont les partisans proposent diverses variantes. Par exemple, «les états-unis d’Europe», sauce américaine, ou la «fédération d’états-nations» (nation a été rajouté, sauce Delors reprise par Macron, la même que la précédente avec moins de ketchup et une louche en plus de mayonnaise. Ceci à un moment où la tendance des peuples est plutôt au renâclement envers les instances supranationales. Le succès du Brexit n’était pas que le fait d’«illettrés» et de braillards xénophobes, même s’il le fut aussi pour ces derniers. Quant aux «états-unis d’Europe», modèle US, avec des dizaines de langues (et plus globalement de cultures) différentes, bon courage.*

*Concernant, les revendications régionales, on ne saurait les mettre toutes dans le même panier. Si l’Ecosse ou la Corse, par exemple, la population est majoritairement issue du territoire, c’est probablement moins évident pour la Catalogne, don la réussite économique depuis quelques décennies a attiré nombre de personnes venant d’autres régions d’Espagne ou de l’étranger. Ni la Catalogne, ni l’Ecosse, ni la Corse, ni l’Euskadi, moins encore la Flandre n’ont été à proprement parler des colonies de la France, de l’Angleterre de l’Espagne (ou de la Belgique !), les conflits souvent violents qu’ils ont pu connaître relèvent pour beaucoup de l’époque où les luttes seigneuriales de pouvoir étaient incessantes. Pour notre part, nous craignons l’émiettement des nations européennes, et prônons avant tout le dialogue. L’exemple écossais montre que ça peut fonctionner.*

*Le seul (ex) leader politique français ayant prôné une confédération européenne est Jean-Pierre Chevènement. Rappelons ici la différence entre fédération et confédération. La fédération «pure» se caractérise par la prédominance des décisions fédérales sur celles des membres, sur tous les sujets adoptés par la majorité des instances fédérales mises en place, et l’impossibilité pour les membres de sortir de la fédération (sauf s’il est prévu des cas d’exclusion). C’est donc l’instance fédérale qui décide des domaines laissés à la compétence des membres. Exemples de fédérations quasi pures ; les Etats-Unis, le Brésil. La confédération « pure » n’a pas d’existence juridique internationale. Chaque membre peut décider de s’en extraire. Les décisions communes requièrent l’unanimité des membres. Exemple de confédération : la Suisse, de 1291 à 1848, date à laquelle elle se dota dune constitution fédérale, out en conservant officiellement le nom de Confédération suisse (ou helvétique). Telle qu’elle est, l’Europe est donc une mixture de fédération (parlement élu mais au pouvoir limité , droit européen primant les droits nationaux dans certains domaines, de plus en plus étendus, certaines décisions prises à la majorité…) et de confédération (possibilité de quitter l’union, le brexit par exemple, certaines décisions requérant l’unanimité, conservation d’une part importante de souveraineté des états sur des sujets importants (fiscalité, social, politique pénale, lois électorales, poids des conseils des ministres des pays membres disposant d’un quasi droit de veto sur les propositions de la Commission ou les résolutions du parlement…).*

*Le flou institutionnel européen n’arrange pas les choses, n’est probablement pas le plus déterminant dans les insuffisances des actions de l’Union européenne. La racine du mal-être est présente dès le Traité de Rome (1960) l’Europe est conçue à partir de l’économie et du commerce. Ce qui est insuffisant si l’objectif des «pères fondateurs» est d’aboutir à une fédération assurant la paix et, tant qu’on y est, la prospérité, bref un véritable état européen. Mais un état sans nation n’est qu’une superstructure administrative vite guettée par la bureaucratie (on constate cela dit que même si l’U.E. n’est pas un état, la bureaucratie y prospère). Faire nation suppose des valeurs communes (celles de l’U.E. sont accommodées à des sauces fort différentes. Quoi de commun à ce sujet entre Hongrie et Portugal, par exemple ?), des cultures proches (avec des dizaines de langues, des patrimoines culturels multiséculaires, on est loin du compte en Europe, contrairement au Brésil et aux Etats-Unis).*

*La tare principale de l’U.E. est elle aussi présente dans le traité de Rome, amplifiée depuis : la prééminence de l’économie sur le social, le dogme imbécile de la «concurrence libre et non faussée» avancé comme paradigme de toute politique. Ceux que bien des médias désignent comme eurosceptiques ne sont pas anti-européens. Simplement, ils ne veulent pas de cette Europe là. Pour eux, le paradigme dominant ne saurait être la concurrence mais la coopération et la justice sociale*

* Des Chiffres …

*Par Yann Fievet*

L’Empire des chiffres ayant définitivement supplanté la République des lettres les «décideurs» politiques sont passés maîtres dans l’art de choisir les opportunes données leur permettant d’appuyer leurs desseins le plus souvent dictés par «les forces du marché». Ces données, quand elles ne sortent pas d’un chapeau, leur sont souvent fournies par des «boîtes à penser» forgées à leur mesure. Ensuite, la plupart des médias de masse, eux-mêmes sur mesure, n’ont plus qu’à les reprendre fidèlement. Depuis l’avènement du néolibéralisme et son cortège mortifère de plans d’austérité, les chiffres les plus prisés par la classe politique en place sont évidemment ceux qui reflètent des coûts trop élevés, soit pour la Nation, soit pour une catégorie particulière - non choisie au hasard - au sein de la population. Ainsi, le coût du travail ou les indemnités prudhommales sont trop élevés, les fonctionnaires coûtent trop cher, la protection sociale est dispendieuse, l’aide au logement pourtant modeste est encore trop généreuse, les «emplois aidés» sont subitement décrétés inefficaces, les retraites ne seront bientôt prétendument plus finançables, etc. Au fil des quarante dernières années la liste des coûts qui «handicapent la France» est devenue interminable !

Nous le savons d’ores-et-déjà, Emmanuel Macron ne dérogera en rien à la double règle de l’orthodoxie gestionnaire néolibérale. Il va s’y entendre pour s’efforcer de tenir les comptes publics «en bon père de famille» et contenter à l’envi la classe des possédants au sein de laquelle il compte la plupart de ses amis, amis qui savent du reste se rappeler à lui à chaque occasion. Ainsi, 46 % des gains issus des mesures fiscales prévues par Emmanuel Macron seront empochés par les 10 % des contribuables les plus riches. La réforme sous couvert d’ordonnances du code du travail est, quant à elle, motivée par deux prétextes : réduire le chômage, améliorer la compétitivité des entreprises françaises. Et elle repose sur un diagnostic éculé : si le chômage est tellement élevé dans notre pays et la compétitivité si faible c’est que le travail n’est pas assez flexible et qu’il coûte trop cher aux employeurs. C’est tellement facile ! Il va suffire de poursuivre – en les amplifiant – les remèdes des dernières décennies. Le diagnostic est sournoisement erroné: les deux maux énoncés ont bien d’autres causes que l’on se garde de prendre en considération. Nous pouvons ici ironiser : quand le diagnostic du docteur Macron est si mauvais ses ordonnances ne pourront qu’aggraver l’état de santé des malades. On appelle alors à la rescousse les chiffres de l’étranger. Ceux du modèle allemand que l’on envie tant ! La forte baisse du taux de chômage et le nombre d’emplois créés outre-Rhin sont brandis – et matraqués par les médias – comme les preuves des bienfaits de la flexibilité du travail. On oublie simplement de dire quel est le juste prix social de ces mirobolants succès. On va donc copier l’étonnant modèle, sans oublier de lorgner du côté de l’Italie qui elle aussi a su y faire. Et la précarité de l’emploi chez nous va croître et embellir comme chez nos voisins ces dernières années. De fait, la vraie raison de la réforme du travail est bien sûr ailleurs : soumettre définitivement le travail au capital.

Il existe cependant des chiffres autrement plus éloquents pour qui daigne chausser d’autres lunettes. Des chiffres déprimants qui n’en sont pas moins incontestables. Dans son dernier rapport sur l’état de l’économie des pays les plus développés, l’OCDE place la France dans les dernières positions en ce qui concerne le taux de transformation des contrats de travail à durée déterminée (CDD) en contrat à durée indéterminée (CDI). Admirons la performance déjà atteinte : 10% seulement ! Avec le nouveau code du travail la France devrait pouvoir viser la toute dernière place. D’autant plus que l’on y invente le CDI précaire avec le «CDI de chantier». D’autres chiffres donnent le vertige. En 2016, 55,7 milliards d’euros ont été distribués en dividendes aux actionnaires des entreprises du CAC 40. À l’envers du décor, en deux ans, 407 usines ont été fermées (2014-2015), une hécatombe qui complète la destruction de 1,4 million d’emplois en 25 ans dans l’hexagone. Aujourd’hui, la France compte 6 612 700 chômeurs et salariés occasionnels précarisés, auxquels il convient d’ajouter 4 800 000 chômeurs invisibles qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques officielles. Un paradoxe se pose ici : comment une production marchande déclinante peut-elle générer des profits en croissance ?

Si moins de temps de travail salarié a permis de produire globalement plus de valeur ajoutée et de générer des profits en hausse, c’est que l’intensité du travail s’est accrue. Chaque salarié a produit en moyenne davantage de valeur en moins de temps ce qui fait que moins de salaires engagés a généré plus de valeur ajoutée et de valeur marchande commercialisée. En ce qui concerne la productivité du travail, la France se situe en effet dans le peloton de tête au niveau mondial. Avec des salariés qui rapportent 54,8 €/heure, la France est loin devant la moyenne européenne de 43,9 €/heure…et même devant l’Allemagne à 53,4€/heure. Il va être ainsi difficile de trouver en France beaucoup de fainéants !

Dans l’effort d’Emmanuel Macron pour tenter d’équilibrer les finances publiques il y aura, au bout des comptes, une redistribution des richesses à l’avantage des plus riches. On va donc continuer de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Les inégalités de revenus – et surtout de patrimoine – vont croître encore. Il existe pourtant des dépenses publiques que l’on pourrait sérieusement dégonfler sans nuire directement au pouvoir d’achat de la plupart des ménages : celles qui sont liées à l’escalade délirante des grands projets d’infrastrucures. Citons un seul exemple, tellement éloquent. Le Grand Paris Express (GPE), pharaonique réseau de transport du Grand Paris, a vu son coût estimé passer de 22 milliards d’euros en 2010 à 35 milliards d’euros en 2017. Et l’envolée n’est sans doute pas terminée. Il semble temps de réviser à la baisse l’envergure de ces chantiers soutenus par les apôtres de la Croissance sans fin. Emmanuel Macron aura-t-il le courage de se pencher sur les chiffres de ce gaspillage d’argent public bien peu compatible avec la nécessité de bâtir rapidement une économie écologique ? Il est permis d’en douter. Il lui faudrait alors déplaire aux actionnaires de Vinci et consorts, véritables maîtres de l’économie désormais. Eux aussi ont des chiffres à défendre !

* Le Discours de M. Macron au Lycee La Providence d’Amiens

*Traduit par Jacques-Robert Simon*

*Le discours prononcé par M. le Président de la République E. Macron a été prononcé en latin et traduit par J.-R. Simon malgré son manque d’appétence pour les langues mortes. Le thème retenu par l’animatrice en pastorale était : «Heureux les pauvres, car le royaume des cieux est à eux.»*

C’est en ce lieu que j’ai appris l’humilité. Car il n’est pas suffisant d’être issu d’un milieu privilégié, de jouir d’une bonne santé et d’une capacité à apprendre le latin hors du commun, pour que les gens du peuple vous acceptent comme héros. Car le responsable n’est pas jugé par ce qu’il fait, mais par ce qu’il ne fait pas et qu’il aurait dû faire. Car un chef doit s’imposer, ce qui est difficile, à une multitude qui recherche plutôt le confort. Bien sûr tous les subordonnés ne sont pas des fainéants, mais tous doivent être fouettés par un supérieur afin de mieux faire, de plus faire. C’est le rôle du leader de déterminer ce qui est bon pour tous, les autres ne voient que le bout de leurs chaussures : « Ne sutor ultra crepidam » ! Savoir se distinguer de la masse n’est pas une envie, un désir, c’est une nécessité. L’Homme ne respecte que ce qui lui est hors d’atteinte. Ce fut Dieu, personne ne comprend plus en quoi il était et reste irremplaçable. La référence absolue qu’il offrait était celle de l’Amour, les marchands ont pu finalement proposer une autre transcendance, celle de l’argent accumulé. Les marchands ne sont pas entrés dans le temple, ils l’ont rasé. Et c’est tant mieux finalement, chacun peut devenir riche, ou du moins le rêver, tandis que seule une infime minorité put accéder à la sainteté qui rend proche de Dieu.

Il ne faut pas prendre garde aux innombrables homo sine litteris (illettrés) qui n’ont pas eu le courage durant leur jeunesse de délaisser les jeux, de ne pas lutiner les meutes de jeunes filles en fleurs qui auraient rêvé que je calme l’émoi qui surgissait en elles quand elles me voyaient en short et en polo moulant jouer au tennis (dès mon plus jeune âge mon corps ne m’appartenait plus), de ne pas fêter plus que de raison les succès qui très tôt m’ont accablé. À la place, j’ai appris les Sciences et les langues étrangères, comme Charles Quint je peux dire : «Je parle latin à Dieu, italien aux musiciens, espagnol aux soldats, allemand aux laquais, français aux dames et anglais à mon cheval». L’enfance d’un chef est une longue souffrance, une ascèse et je comprends parfaitement que beaucoup préfèrent la médiocrité, l’oisiveté et les paradis illusoires, mais alors qu’ils acceptent leurs loques si ils ne veulent pas travailler pour acheter un costume. Il pourrait être objecté qu’un costume n’est pas très utile pour travailler à la chaîne en usine, mais ce raisonnement fait que jamais on accédera à l’élite qui se reconnaît à la qualité des vestons d’ailleurs conçus pour pouvoir y adjoindre des décorations.

Ce que j’énonce, ce que je dis, forme la base d’une éducation, la norme de toute société civilisée, et il est vrai que je n’aime pas les cyniques qui ne louent pas ces références pourtant unanimement respectées. D’ailleurs, il faudrait s’entendre sur le cynisme de Diogène : philosophe débauché ou ascète sévère ? Je laisserai les masturbateurs s’occuper de leurs désirs tristes pour me tourner vers la seule tâche qui sous-tend ma vie : servir les démunis même et surtout contre ses humeurs, ses soubresauts, ses agitations. Je sais combien une vie n’est qu’une luciole qui ne scintille que quelques fragments d’instants dans une éternité, et je souhaite utiliser ces quelques lueurs pour sauver mes semblables et aussi les pauvres, car ce n’est quand même pas moi qui vais faire le ménage.

La formation d’une élite permet de construire, de conduire une société. Et tous ne sont pas égaux, par leur naissance ou leur éducation, qu’importe : tout le monde ne peut pas guider les masses : «Multi sunt vocati, pauci vero electi» (beaucoup d'appelés, peu d'élus). Grâce à la formation reçue dans cet établissement, j’ai pu gagner les rangs d’une école hautement sélective, ce qui devrait rassurer chacun et chacune sur ma capacité de travail, sur mon aptitude aux efforts et au dépassement de soi-même. Mon séjour dans les meilleurs milieux financiers m’a permis de déterminer sur quelles forces je pourrais compter : il devint évident qu’il vaut mieux avoir pour soutien quelques gens fortunés qui souhaitent le rester plutôt que beaucoup de pauvres qui ne veulent pas accepter leur condition. Ce n’est pas que les pauvres soient plus imbéciles que les gens aisés, je ne saurais distinguer l’être de l’essence «De ente et essentia», mais ce qui importe ce sont les forces que l’on peut réunir à un instant donné pour atteindre un objectif, et à cet égard les puissants sont plus utiles que les démunis. il faut malgré tout avoir les moyens d’offrir une éducation «Ad naturam accommodatissime» (de la manière la plus conforme à la nature) afin que les richesses intellectuelles et matérielles puissent se perpétuer au sein de l’élite. J’ai donc par la suite prêché le et de gauche, et de droite. Pour les richesses et le pouvoir, je prends la droite, pour les trou-du-culteries les plus diverses, je teinte de gauche.

Au début de mon introduction… Non Madame, ne rougissez pas … Au début de mon introduction donc, je parlais de cette nécessaire humilité, pas celle dont parle Maxime de La Rochefoucauld : «L’humilité n’est souvent qu’une feinte soumission dont on se sert pour soumettre les autres.» Je vous parle moi de la mienne, conscient de ma force, je dois prendre garde à ne pas écraser les autres comme Pantagruel au milieu des nains de jardin. Pour ce faire je dois être de temps à autre comme eux : grossier, vulgaire, prétentieux, paillard. Me fondre parmi la multitude par le verbe pour la dominer par l’esprit. D’ailleurs lorsque je profère une insulte, les médias s’interrogent pendant des semaines sur mon être plutôt que sur mon action, ce qui me laisse quelque répit.

Ein regnum, ein pōpŭlus, ein dux ! Les démocraties souffrent de ne pas offrir aux peuples la seule voie qui permette leur pérennité : celle des efforts. Chacun optimise son vote en fonction de ses privilèges, pour les conserver, pour en avoir davantage. Pour mettre fin à ces décennies de gabegie, il n’y a qu’un homme hors du commun qui peut le faire quitte à bousculer habitudes et conforts d’esprit. Je suis cet homme. Pour l’érection… Excusez-moi Madame… Mademoiselle ? Vous êtes adhérente ?... Pas encore ?... Veuillez m’excuser. Pour l’érection donc de ma statue, dans cette cour que j’ai tant parcourue, tant aimée, je souhaite quelque chose de simple : un monument qui n’excède pas 15 mètres de hauteur avec le cheval.

* Specificités Catalanes et Leçons de Catalogne

*Par Jacques Cotta*

Depuis le résultat du référendum qui a donné à plus de 92% des votants une majorité écrasante à l’indépendance en Catalogne, le ton ne cesse de monter pour laisser prévoir un affrontement imminent. Non seulement en Espagne où Madrid ne cesse de répondre verbalement, mais aussi physiquement, à la volonté catalane avec violence, mais aussi dans la Presse et le monde politique européen qui suppute sur la réaction de l’état central sans affirmer la moindre opposition à ses accents guerriers.

Contre toute intervention militaire

Dans son allocution devant le parlement catalan, le président Carlos Puigdemont a réaffirmé sa volonté de rompre avec Madrid, la décision de proclamer une république catalane en en différant les effets, proposant au pouvoir central de «discuter» pour mettre en place la suite. Alors que l’attitude de la présidence catalane est en retrait avec ses déclarations antérieures –au risque d’apparaître comme une reculade sans appel- dans le but d’éviter, au moins de différer, une confrontation musclée, la balle est dans le camp de Madrid qui a la possibilité d’entrer dans une discussion ou au contraire de maintenir une attitude «ferme» pouvant aller jusqu’à l’organisation d’une répression policière et militaire pour tenter d’annihiler toute volonté d’indépendance en Catalogne.

Depuis des mois la discussion aurait pu s’ouvrir pour tenter de trouver une solution acceptable par toutes les parties. Mais nul ne l’a voulu, préférant pousser le plus loin possible un avantage qui risque fort d’être illusoire. Madrid qui a répondu au référendum par une répression policière d’envergure, loin d’intimider durablement la population catalane, est parvenu à radicaliser et renforcer un mouvement profond pour l’indépendance. Nombreux sont les hésitants qui ont penché du côté de l’indépendance pour montrer leur opposition à un pouvoir dont le maniement de la matraque et de la violence a rappelé des souvenirs toujours présents dans la tête des catalans. En réponse à l’assemblée catalane et au référendum, en réponse à la proclamation d’une république en Catalogne, il est question d’état d’urgence strict, d’envoi de la «Guarda civil» en nombre, de mobilisation de l’armée… L’escalade militaire dans laquelle le pouvoir central de Madrid pourrait s’engager ne pourrait mener qu’au désastre en Catalogne, en Espagne, en Europe dont les peuples seraient les victimes.

La réalité du pouvoir

A Barcelone, mais aussi à Madrid même, la réaction du Parti populaire et de Rajoy contre le référendum est apparue comme celle d’un parti pourri, autoritaire, violent, marqué par des affaires de corruption à répétition. Rajoy, au pouvoir grâce à la complicité directe du PSOE -PSOE qui n’a pas hésité à approuver avant l’heure « tous les moyens qui seront utilisés pour faire rentrer la Catalogne dans le rang » - a joué de la provocation, encourageant le rapatriement de sièges sociaux de grandes entreprises telles Gas natural, ou le transfert d’autres telles la banque Caixa partie à Valence ou encore la banque Sabadell déménagée à Alicante.

Parmi les tentatives d’explications permettant de comprendre la situation, ont été évoqués pêle-mêle le refus de la riche catalogne de payer pour les espagnols frappés par la crise et la pauvreté ou la responsabilité de Madrid d’avoir fort peu redistribué aux catalans sous forme d’aides ce qui pourtant devait leur être alloué. Mais un autre élément joue, qui fait appel à un passé toujours présent dans les mémoires. Un élément qui dépasse la seule Catalogne et concerne toute l’Espagne. L’existence d’anciens franquistes recyclés dans le parti populaire de Rajoy montre bien que les comptes n’ont pas été totalement soldés avec le franquisme, encore honoré aujourd’hui en certains lieux d’Espagne, et fort peu critiqué par exemple dans les programmes scolaires. Alors que la monarchie apparaît comme indissociable de ce passé douloureux dont elle est héritière, alors qu’elle avait pour tâche selon le franquisme de fédérer les peuples d’Espagne, les différentes déclarations du roi dans la crise qui se développe viennent renforcer la détermination catalane.

L’UE dans l’impasse

Il est intéressant de noter la réaction tardive de l’UE, presque timide, favorable à l’établissement d’un dialogue entre Madrid et Barcelone. L’UE est embarrassée, en porte à faux. D’une part, l’indépendance va dans le sens prôné depuis des années, la volonté d’une Europe des régions permettant de régler son compte aux états-nations jugés encombrants, lieux d’opposition possible au néolibéralisme et surtout d’investissement des peuples dans une volonté de démocratie et une recherche de souveraineté. De ce point de vue, la tentative catalane devrait trouver son appui, d’autant que l’UE apparaitrait comme seule à pouvoir garantir la stabilité. Le capital financier sauveur contre l’anarchie… Avec la destruction des états, le « marché » trouverait enfin un terrain libéré, sans entrave… Mais L’UE n’ose affirmer cette volonté politique, soutenant d’ailleurs Rajoy. Elle préfère la stabilité apparente à une aventure incertaine pour l’Europe toute entière d’autant que l’affaire catalane apparaît alors comme beaucoup plus large, avec l’Ecosse par exemple ou encore la Belgique où les mêmes questions sont d’ores et déjà posées.

La solution de Podemos et Mélenchon

Depuis le début de cette affaire, plusieurs voix en Espagne, celle de Podemos notamment, comme d’ailleurs celle de Jean Luc Mélenchon en France, en appellent à la raison, au dialogue, à la discussion organisée pour sortir de l’impasse et de la provocation. Il faut bien reconnaître que sur aucun plateau de télévision, devant aucun micro de radios, ou dans fort peu de colonnes de journaux cette position a possibilité d’expression. C’est pourtant de cette position que semble s’être rapproché dans son allocution le président Carlos Puigdemont. Comment en effet aborder la question de frontières dont la modification est inscrite par le mouvement des peuples eux-mêmes sans débattre posément.

La Catalogne est devenue une république catalane. Comme il est peu envisageable de façon raisonnable –ce qui ne signifie pas qu’à Madrid cela ne soit pas envisagé- de transformer la nation espagnole – pas plus que toute autre nation- en une camisole de force censée emprisonner les peuples malgré eux , l’heure de la discussion ne peut être différée, pour savoir notamment si la forme à adopter ne devrait pas être celle d’une « nation de nations », intégrant la catalogne comme nation républicaine souveraine, dotée de sa propre constitution après un processus constituant inscrit notamment dans les vœux de Podemos.

La discussion ouverte sur l’avenir de frontières bousculées par l’histoire serait sans doute la meilleure façon d’éviter l’affaiblissement –voire la disparition- des états nations qui laisseraient toute liberté à un business sans entrave, à une Europe des tribus contre l’Europe des Nations. Dès aujourd’hui la question se pose en Belgique avec la Flandres, en Grande Bretagne avec l’Ecosse, en France avec la Corse ou la nouvelle Calédonie, etc.… Les frontières ne sont pas inamovibles et seule la discussion pourrait permettre d’en redéfinir les contours conformément à la volonté des peuples qui y sont confrontés… *Article paru dans La Sociale (http://la-sociale.viabloga.com/news)*

* Maduro, Aide-nous à t’Aider !

*Par Michel Rogalski*

Une campagne internationale s’est déclenchée autour du Venezuela, relayée en France par un véritable *plan media* ayant pour but de mettre en porte à faux tous ceux qui depuis des année regardent avec intérêt et sympathie l’évolution d’une partie de l’Amérique latine dans sa volonté de rompre avec des décennies de politiques néolibérales. Au-delà du Venezuela, le débat devenait une affaire franco-française. Il aurait fallu céder devant l’injonction et reconnaître que ce pays était devenu une dictature. L’accusation était fausse, nauséabonde et fortement exagérée. Il était donc juste d’y faire face en ramenant les événements et la situation du pays à leurs véritables dimensions. Non, le Venezuela n’est pas une dictature. Par contre, le pays va mal et l’ignorer serait faire preuve d’un déni de réalité.

Interrogations sur le Venezuela

Depuis quelques années la violence répressive renaît, les libertés publiques et la démocratie sont malmenées, la crise économique, financière, alimentaire, sanitaire et humanitaire s’est abattue sur le pays, a transformé le quotidien des habitants. La corruption, le trafic de drogue et l’insécurité augmentent. La bourgeoise oligarchique détient toujours le pouvoir économique et piaffe d’impatience dans l’attente d’un retour du pouvoir politique qu’elle estime naturel de récupérer. Les succès sociaux des premières années du chavisme ne sont plus que souvenirs, laminés par une inflation à 700 % qui interdit toute amélioration pour les plus pauvres et fait les délices des spéculateurs des taux de change. La production pétrolière, la colonne vertébrale du pays, s’est effondrée d’un tiers par rapport à 1999, ce qui conjuguée à l’effondrement du cours du baril, pèse sur le budget de l’État et raréfie l’entrée de devises dans un pays où 80 % des biens alimentaires est importée. Bref, les caisses du pays que l’on présente comme le plus grand détenteur de réserves énergétiques du monde sont quasiment vides. L’équipe dirigeante a manifestement failli et semble dorénavant plus soucieuse d’assurer sa survie, en court-circuitant l’Assemblée nationale tombée entre les mains de l’opposition, que de l’avenir du pays. Une extrême-droite factieuse s’affirme dans sa volonté de déstabiliser le pays, tandis que des chavistes de la première heure font défection. Bref, le pays va mal et la gestion du quotidien l’emporte désormais sur toute vision d’avenir.

Les «marqueurs» d’une orientation à gauche

À défaut d’être une dictature, le Venezuela est-il resté sur les rails du bolivarisme, est-il encore un régime de gauche ? C’est aujourd’hui la préoccupation essentielle de tous ceux qui trouvaient dans cette expérience originale raisons de se réjouir. La question intéresse tout le continent. Les problèmes auxquels il faut répondre y sont les mêmes partout. Quand la gauche accède au pouvoir, elle doit reconquérir des marges de souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d’urgence soulager la misère des couches marginalisées - parfois jusqu’à 40 % de la population - tout en étant attentif à l’appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui ayant sanctionné les équipes précédentes attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L’ampleur de la tâche est immense car les pays sont exsangues. Comment tourner la page ? Quels sont aujourd’hui les principaux invariants d’un tournant à gauche ?

Plusieurs champs principaux apparaissent qui constituent des « marqueurs » d’une orientation à gauche : le rapport au monde et notamment au grand voisin du nord ; l’attitude face à la pauvreté et aux inégalités ; les modalités de l’exercice du pouvoir ; la volonté de construire les bases matérielles et financières d’une croissance nécessaire au développement afin d’assurer l’indépendance du pays. Bref, il s’agit de marier Bolivar à Marx, c’est-à-dire lier l’émancipation nationale aux luttes sociales et repenser les formes de l’exercice de la démocratie.

Bolivar

En premier lieu la figure marquante et tutélaire de Bolivar signifie que l’indépendance nationale, la souveraineté politique et économique, la maîtrise de ses ressources ainsi qu’une vision d’un développement national constituent une ardente obsession et un objectif toujours poursuivi. Le rapport à l’extérieur fait clivage. Continent dominé et pillé, il importe de mesurer la volonté de résistance et de reconquête de souveraineté. Cela concerne d’abord le rapport aux états-Unis qui symbolisent la force opprimante mais également l’attitude face aux firmes multinationales. Aujourd’hui la nature des liens avec la Chine en passe de devenir le premier partenaire commercial du continent en voie de reprimarisation ne peut être écartée de ces préoccupations. Le bolivarisme ne peut que servir la volonté de construire les bases matérielles et financières d’une croissance nécessaire au développement. Car il ne saurait y avoir d’indépendance politique réelle qui ne soit assise sur des bases matérielles solides et donc sur une vision claire du rôle de l’état dans la politique économique du pays. Ce qui est à l’ordre du jour c’est la construction d’un état développeur qui se fixe pour objectif d’intervenir directement dans l'économie avec l’objectif de favoriser le développement national, d’augmenter les dépenses sociales pour le plus grand nombre. Souvent faibles, ces pays n’ont pas la capacité à eux seuls de renverser le cours de la mondialisation. écartant toute idée d’autarcie, ils doivent tout à la fois se prémunir des effets dévastateurs et déstabilisants de la finance en favorisant le financement du développement par le recours à l’épargne intérieure et en choisissant des taux de change suffisamment bas et donc compétitifs pour contrarier les effets désindustrialisant du syndrome de la «maladie hollandaise».

Marx

En deuxième lieu, la prise en compte de la pauvreté et des inégalités sociales constitue un marqueur incontournable de ces expériences. Réduire la pauvreté, élever les minimums sociaux, mettre en œuvre des politiques pro-pauvres favorisant l’accès aux besoins essentiels aux couches les plus défavorisées, combattre la précarité et le travail informel qui minent la société, telles sont pour l’essentiel les leviers indispensables. Mais ceci ne résout pas les problèmes d’inégalités sociales souvent criantes. En effet, ces politiques relèvent le plus souvent de dépenses publiques souvent financées à l’aide d’une ressource première exportée (pétrole, gaz, minerais, …). Il y a moins de pauvres, les pauvres sont moins pauvres, mais les riches sont toujours riches, voire plus riches et n’ont pas perdu les bases économiques, financières, foncières et médiatiques de leur pouvoir. Ayant conservé le statut de classe riche avec tous les privilèges qui l’accompagnent, ils ne se résignent pas à perdre le pouvoir politique. La situation est pour eux incongrue, nouvelle et alimente leur désir de revanche. Il ne peut y avoir de politique pro-pauvres sans qu’en même temps les bases du pouvoir des oligarchies ne soient érodées. La redistribution, conçue de façon assistancielle sans prendre appui sur une réduction de l’exploitation serait insuffisante. Cela est d’autant plus vrai lorsque, et c’est le cas le plus fréquent, ces oligarchies sont articulées à des réseaux internationaux puissants.

Approfondir la démocratie

En troisième lieu, les modalités de l’exercice du pouvoir doivent retenir l’attention. C’est une question importante parce qu’elle cristallise souvent les accusations de «populisme». Les libertés publiques ont-elles été élargies ? Les exclus de la vie politique, notamment les pauvres, ont-ils été réinsérés dans les mécanismes de la vie politique ? La liberté d’expression et de manifester est-elle sans faille ? La corruption, souvent massive dans le continent, fait-elle l’objet d’une répression énergique, ou bien la laisse-t-on aller au fil de l’eau, au risque de créer une nouvelle bourgeoisie liée au régime établi ? La lutte contre la drogue, dont on sait combien elle alimente la corruption, fait-elle partie des priorités gouvernementales ? Enfin, l’insécurité, notamment urbaine, qui se nourrit du terreau de la misère, de tous les trafics et d’un sentiment d’impunité, est-elle prise à bras-le-corps ? Chaque avancée populaire en Amérique latine a toujours conjugué Bolivar, Marx et avancées démocratiques. Assurément le Venezuela d’aujourd’hui ne coche plus toutes ces cases et interroge ses amis sur la dérive en cours et les possibilités d’un redressement. La solidarité internationale qui s’appuie sur le partage de valeurs communes se nourrit en retour de la fierté de ce qu’accomplissent ceux qui en bénéficient et ouvrent ainsi des voies utiles à d’autres en nourrissant des inspirations. Pour être un mécanisme gagnant-gagnant, elle doit être méritée.

*Article paru dans la revue Recherches Internationales (*[*www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)*)*

* Tribune : J.O à Paris : la Defaite de la Pensée

*Par Michel Caillat*

Demain, Paris sera la ville choisie pour organiser les Jeux Olympiques de 2024. Depuis plusieurs années, la propagande olympique orchestrée par l'Etat (et ses institutions, l'Ecole, la Police, etc.) et le mouvement sportif, et relayée par la majorité des médias a suffisamment conditionné les foules pour que la désignation de la capitale française soit considérée comme une victoire pour la France. Si l'aspect économique de l'opération fut parfois discuté (malheureusement en jugeant les expertises de Thierry Rey ou de Tony Estanguet aussi crédibles que celles des économistes Jean-Paul Gayant ou Vladimir Andreff), ses fonctions politiques et idéologiques sont restées - comme sur le sport en général - ignorées et censurées.

Qu'avons-nous vu une fois encore ? D’un côté, des amoureux (mouvement sportif, élus de tous bords, militants divers, etc.) qui nous décrivent un sport désincarné, une essence romantique de sportif tourné vers la perfection morale et physique, et nous vantent le culte des émotions et le dépassement de soi. Sans oublier la création d'emplois, le resserrement des liens sociaux, le prestige du pays, etc. tous ces mythes entretenus depuis l'origine du sport à l'aube du 19ème siècle. D’un autre côté, les observateurs de l'institution sportive qui décortiquent ses dogmes, illusions, arguments d’autorité, et soumettent l’Idée olympique à l’analyse en essayant de comprendre les mécanismes selon lesquels elle est produite et imposée. Ces observateurs dits critiques sont plus que jamais balayés, écrasés par le rouleau compresseur de l'idéologie sportive dominante. Jamais vu comme un "fait social total", le sport ne se pense pas, il se vit. Pire, il refuse d'être pensé[[1]](#footnote-1).

On le constate avec le discours olympique qui est le prototype du *"discours anonyme"* c'est-à-dire du langage venu de partout et de nulle part qui nous traverse et que nous répercutons avec le sentiment de transmettre des évidences incontestables. C’est une sorte de goutte-à-goutte permanent, administré par la masse des "*hauts parleurs*" qui produit des effets sociaux très profonds. Le sport et l’olympisme font l'objet de croyances, de préjugés, d'adoration ou de rejet, mais nullement de connaissance. Or, l’Olympisme c’est avant tout l'exposition d'une doctrine. Ce n’est pas un jeu mais une vision du monde destinée à conquérir la planète entière : «*Nous dicterons au monde ce en quoi il doit avoir foi »* (Pierre de Coubertin). Cette «*philosophie pratique de la vie*» doit servir de modèle social et de règle de vie. Avec sa morale et ses sermons sur les idéaux, elle cache des discours idéologiques. Il faut arrêter de le nier : la doctrine olympique n'est pas neutre et innocente. Elle est un ensemble de valeurs et d'opinions. L'imaginaire olympique et sportif  est aussi un imaginaire politique.

Nous travaillons sur le sujet depuis de longues années. On peut être en désaccord avec nos thèses mais encore faut-il les connaître, les étudier et ne pas les rejeter avec mépris ou désinvolture. Nous voulons débattre et nous nous heurtons à des murs. La censure olympique empêche d’avoir un échange libre et argumenté sur la religion olympique. Certains nous disent qu'on méprise le peuple. Mais qui le méprise  ? Est-ce ceux qui veulent lui donner des outils pour comprendre le monde dans lequel nous vivons ou ceux qui lui font croire que le sport en général et l'Olympisme en particulier ne sont que des divertissements anodins ? Les Jeux Olympiques c’est la mobilisation de foules immenses, ce sont des milliards en jeu, ce sont des heures d’antennes, c’est la saturation de notre temps et de notre espace

Oui, les Jeux olympiques de Paris en 2024 posent des questions sur les plans politique, idéologique, économique et culturel. Les taire c’est censurer tout discours critique sur un phénomène social majeur. Toute censure nous semble inacceptable, y compris la censure olympique et sportive. Mais nous savons bien que mercredi à Lima, les «Jeux seront faits» et que le débat, s'il arrive, viendra évidemment beaucoup trop tard.

*Michel Caillat est président du* [*Centre d'Analyse Critique du Sport et de la Société* lecacs.blogspot.com*)*](https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjfifj70PPWAhUBVBQKHQQJDX0QFggmMAA&url=http%3A%2F%2Flecacs.blogspot.com%2F&usg=AOvVaw02sNGPT2CMOxllKXquHiEJ)

* Reponse à la Lettre Ouverte de Philippe Torreton à Jean-Luc Melenchon

*Par Laure Zudas*

Monsieur Torreton,

Je me permets de répondre à votre lettre ouverte, car même si elle ne m’est pas directement adressée, il s’y trouve des phrases qui parlent de moi, Insoumise qui «s’étrangle en lisant ces lignes», Insoumise de cette «foule» que vous vous effrayez de voir excitée par «l’écho des formules à l’emporte-pièce» qui, dites-vous, «peut tuer». Rien moins que cela ! Monsieur Torreton, en préambule à ma réponse, souffrez que je me dispense de toute formulation hypocrite en vous servant du «cher» en début de missive
- chez vous, on appelle sûrement cela «la courtoisie» -, car s’il est d’usage chez les «biens mis» de la pratiquer en toutes circonstances, chez nous, les gens, la foule, les excités, les illettrés, on n’est peut-être moins bien fagotés, mais on ne donne du «cher» qu’à ceux qui le sont réellement pour nous - chez moi, on appelle cela la franchise-.

Ainsi, Monsieur Torreton, votre énième diatribe est un exemple parfait de ce qui nous fait descendre dans les rues depuis tant d’années et qui longtemps continuera à nous motiver. Tout y est. Suffisance et mépris, mâtinés de cette mauvaise foi qui vient parfaire le tout. Sachez, Monsieur Torreton, que chez nous, les gens, la foule, les excités, les abrutis, les riens, les fainéants, les illettrés, ce qui tue le plus sûrement ce n’est pas «l’écho des formules à l’emporte-pièce», mais le manque de soin, quand on ne peut pas payer le médecin. Ce médecin qui pourra désormais, grâce à votre président «légitimement élu», facturer une consultation jusqu’à 70 euros.

On meurt de ne plus avoir de salaire, quand on voit son contrat aidé supprimé. Parce que chez ceux qui ne sont rien, Monsieur Torreton, quand on n’a plus de salaire et qu’on n’a jamais eu de quoi épargner, on ne peut plus aller au supermarché du coin acheter sa nourriture empoisonnée au glyphosate. Le glyphosate, vous savez, Monsieur Torreton, cet herbicide que sont venus défendre 250 clampins de la FNSEA sur les Champs Élysées, juste avant qu’un ministre «écolo» se déplace pour les caresser dans le sens du poil. Chez nous, Monsieur Torreton, on meurt de froid dans la rue quand on n’a aucun revenu, qu’on n’a rien sur la tête pour passer l’hiver et que rien n’est fait pour réquisitionner les logements vides. On meurt dans un accident du travail, parce que les CHSCT sont supprimés. On meurt avec sa mère, sa sœur, son père, son bébé, dans une coquille de noix en Méditerranée, ou électrocuté dans une gare quand on se planque pour échapper aux contrôles.

C’est cela qui tue, Monsieur Torreton, aussi sûrement qu’une grenade lancée dans le dos d’un manifestant, que la privation de soin, de nourriture, que l’ingestion de légumes empoisonnés, aussi sûrement qu’une centrale qui va péter parce qu’on n’aura rien fait pour sortir du nucléaire. C’est de cela qu’on meurt, Monsieur Torreton, pas d’un mot d’ordre, fût-il lancé par Jean-Luc Mélenchon. A trop fréquenter les salons parisiens, Monsieur Torreton, on finit par ne plus savoir d’où l’on parle et donc à s’effaroucher d’un mot d’ordre. Va donc pour l’explication…

Un «coup d’état social», Monsieur Torreton, c’est quand un président élu par une minorité de gens, dont un certain nombre a voté contre le FN, se comporte comme un monarque, insulte et méprise le peuple, tout en caressant les possédants. Un «coup d’état social», Monsieur Torreton, c’est lorsqu’un président «légitimement élu» (selon les règles d’une République qui permet de porter au pouvoir un homme avec 43,6% des électeurs inscrits, et encore, face au FN), se retourne contre la majorité de la population pour faire une politique qui favorise une minorité. Un «coup d’état social», Monsieur Torreton, c’est encore et aussi quand ce président de la république, «légitimement élu», abat l’état social, détruit sciemment la protection sociale, les services publics et le droit du travail, au bénéfice de quelques nantis qui s’empressent d’échapper à l’impôt grâce aux paradis fiscaux (légitimes, eux aussi ?). Un «coup d’état social», Monsieur Torreton, c’est quand ce président «légitimement élu» met en place une «réforme fiscale» dans laquelle les 10% les plus riches vont voir leurs revenus augmenter 18 fois plus que les 10 % des plus pauvres. Ou quand 21 milliardaires possèdent autant que 40% des plus pauvres et que l’on continue à les favoriser ! Ou que l’on transforme l’ISF au bénéfice de 1% des plus riches qui économiseront 3,6 milliards sur les dos des plus pauvres !

Nous, les gens, la foule, les excités, les abrutis, les fainéants, les riens, les illettrés, on appelle cela favoriser les riches au détriment des pauvres, c’est moins ampoulé, mais ça nous parle. Et c’est effectivement un coup d’état social ! Et vous savez quoi, Monsieur Torreton ? C’est cela qui tue et continue de tuer, pendant que vous et vos amis «bourgeois conformistes de Calais», continuent de pleurnicher qu’on ne les a pas bien poliment invités à s’opposer à ça. Oui, Monsieur Torreton, c’est très exactement cela qui tue, pas les mots de Jean-Luc Mélenchon !

* Tribune : President Holo- gramme

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

Le Monde du 6/10 analyse quelques ouvrages traitant du phénomène Macron, évoquant *Machiavel, De Gaulle ou Waldeck-Rousseau*, une *révolution, un grand chambardement*. Comment peuvent-ils à ce point négliger l’essentiel, cette impression de phlogistique, d’inconsistance totale que laisse derrière lui malgré le - relatif - savoir-faire médiatique de son matelas de conseillers, ce président largement virtuel, incarnant à merveille la société du spectacle de Guy Debord, mis à part la vulgarité de sa haine de classe, preuves publiques d’inconditionnalité capitaliste donnée à ses patrons. Je propose une autre clé de lecture. Dis-moi qui t’a fait ?

Le peuple citoyen a été cruellement trompé par Mitterrand puis Hollande et autre éléphanteaux baudruches, jusqu’à la CFDT qui laisse faire le démantèlement d’un siècle de conquêtes sociales, en échange d’une retraite dorée pour son secrétaire. La gauche de gouvernement n’a rien donné que cette même capitulation séculaire devant les intérêts des possédants. La compromission historique entre le CAC40 et l’ENA se poursuit simplement en plus cynique. Pour plus de sécurité, le nouvel acteur cette fois a fait ses classes chez Rothschild puis à l’Elysée. Son ascension ne tient pas tant à ses talents de Rastignac, à « son destin national » supposé, qu’au choix cynique d’une poignée d’oligarques et de hauts fonctionnaires, interchangeables, Minc, Pigasse, Attali, Jouyet et les autres qui distribuent le fric et manipulent comme propriétaires médias et instituts de sondage. Ils exigent des vedettes politiques, une fois leur fidélité assurée, le talent requis des bons interprètes sur petit écran, l‘armée des scribes de l’ENA garantissant le conformisme des discours et décisions. Ils ont - de justesse - réussi, une fois plus, en 2016 à détourner à leur profit la volonté populaire de démocratie directe et de changement, quand ils démontrent chaque jour leur incapacité de classe sinon à piller la richesse nationale du moins à faire jeu égal avec les oligarchies voisines pour moderniser notre industrie : construction navale, Lafarge, Alsthom, Gondrange, Nioka,…, l’effondrement industriel et technologique de l’hexagone ne cesse plus de signaler haut et fort que leur temps est forclos.

Après les meilleurs marxistes, Piketty a démontré imparablement d’où vient tout le mal sociétal : succédant au dynamisme incontestable des deux dernier siècles, l’accumulation exponentielle, financière, foncière, totalement parasitaire, des 1 % ne peut désormais mener qu’à la catastrophe finale, en concurrence avec les autres sécrétions délétères du marché « libre et sans contrainte » : pollution, pillage du monde, régression intellectuelle, guerres voire disparition du travail sous l’avancée numérique.

L’issue stratégique est donc clairement indiquée : le socialisme autogestionnaire qui garantirait enfin une véritable propriété collective des moyens de production, nulle part encore essayée, la RTT, l’écologie, une éducation nationale à la rationalité, une ville vivable, enfin, car libérée du mercantilisme technocratique obtus. La gauche fut-elle radicale, en est toujours, malheureusement, à 1972, à son modèle brejnévien, post stalinien, selon lequel l’Etatisation serait le remède unique au parasitisme capitaliste. La Cour des Comptes a beau ressasser ses constats de déliquescence de l’Etat, son coût excessif (huit point de PIB de plus que les voisins !) et notre déficit frôler la catastrophe si les taux d’intérêts remontent, ce qu’on nous promet sous peu, cela reste la pierre de touche de ses discours politiques.

Macron mène sur l’essentiel la politique du pire avec sa théorie du ruissellement du capital sur les pauvres, leurre grossier alors qu’il explose les avantages sociaux conquis au siècle dernier. Il court à l’échec, son offensive contre la bureaucratie est inaudible car toute entière destinée à de nouveaux cadeaux à l’oligarchie. La question stratégique est que soit menée jusqu’au bout l’analyse rationnelle, en écartant les mythes et les comptes de m’amère Loi : quel système peut remplacer efficacement le logiciel hyperlibéral et obsolète ? Comment bâtir une solution économico-politique d’avenir qui tienne la route concrètement tout en emportant l’adhésion des salariés ? Tant que la critique libertaire d’une part, le réalisme économique d’autre part, n’auront pas été clairement assimilés et dépassés par la gauche radicale - naturellement après filtrage des excès de l’un et de l’autre - il n’est aucune issue politique fiable. Seule la démocratisation à l’intérieur de l’entreprise peut ouvrir un chemin nouveau, parallèlement à la dé-bureaucratisation de l’Etat. C’est toute l’ambiguïté de la cause Insoumise, au-delà des palinodies kafkaïennes des ci-devant grognards communistes qui n’en finissent pas de refuser leur résurrection miraculeusement mélenchonne !

Codétermination ? La fonctionnarisation de tout le salariat est une fausse solution aux méfaits du capital, pis que le mal, le XXe siècle l’a prouvé. Des voix post mai-soixante huitardes s’élèvent – Chevènement… – pour proposer la *codétermination*, terme pudique pour dire autogestion sans effaroucher le CAC 40 ! En effet, pourquoi l’Europe du Nord, certes solidement capitaliste et confrontée aux mêmes pressions mondialisées à la régression, s’en tire néanmoins tellement mieux que nous, chômage, garanties sociales, équilibre financier, démocratie libérale, écologie, dynamisme économique, qui dit mieux ? Certes pas le paradis mais dans ce monde vacillant, déjà pas si mal !

Ne serait-ce pas, au-delà des passés idéologiques différents, qu’ils ont mis tant bien que mal une dose d’autogestion, sans doute boiteuse - dans leur moteur capitaliste avec leur cogestion tout en contrôlant le danger de bureaucratisation étatique ? Cet essai prudent n’est-il pas une étape dont s’inspirer ici : partir du réel mais en avançant vers ce que la théorie suggère de meilleur, une économie libérée du parasitisme de l’accumulation sans fin mais qui garderait son efficience, grâce à un marché dynamique bien que contrôlé ? Et faire que l’Europe bouge en basculant sur la voie de ce socialisme là ? Autogestionnaire à terme. Le président hologramme pourrait s’en retourner vendre à la pâtisserie Trogneux ses délicieux macarons, les meilleurs d‘Amiens.

*Si Réchauffer la Banquise vous intéresse*

J’adhère à l’association *LA GAUCHE-CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 20 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN

*Réchauffer la banquise*

Publication : Jean-Luc Gonneau Rédaction : João Silveirinho Éditorialistes : Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet Conception : Jean-Christophe Frachet Humeurs : Mick et Paule, Sylvain Ethiré Grande Reportère : Florence Bray. Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 31 rue de la Courneuve Bat. B1 93300 Aubervilliers Site : http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ Mail : jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Elles/ils écrivent ou dessinent dans La Banquise :

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Sylvain Ethiré,Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia\*, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira*

Bonus : Photo détournée glanée sur le site En Marge ! (www.facebook.com/EnMargeLeRetour)



 Bonus : glané sur le net dans le très recommandable Journal People de Benoist Magnat



Bonus Un dessin de Jancry



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. *La sociologie du sport est totalement ignorée (y compris dans les dictionnaires de sociologie et de sciences humaines), les ouvrages de sociologie et d'histoire du sport sont enterrés dans les rayons sport des librairies et des médiathèques et une grande majorité d'intellectuels et de militants dits progressistes jugent peu sérieux et indigne d'analyse ce phénomène social qui, il est vrai, ne mobilise que des millions de personnes* [↑](#footnote-ref-1)